



La Commune



Frayeurs et parades

Chronique d'une fin de régime

Dans les médias, dans les états-majors et à l'Élysée, c'est le soulagement, à l'annonce du résultat du référendum interne au PS. Le oui à la Constitution européenne l'a emporté. Dans les cités, les zones rurales, les lieux de travail, on est à des années-lumière de l'auto-satisfaction béate qu'affichent la plupart des dirigeants politiques devant le sacre de Sarkozy, devant l'illusion d'un dénouement heureux de la crise du PS, ou devant la clémence du jugement en appel de Juppé, dont la peine d'inéligibilité est passée de dix à un an.

Quelques heures avant d'essayer un revers, Fabius a une crise de lucidité. à propos du couronnement de Sarkozy à la tête de l'UMP, il laisse tomber nonchalamment : " *Le parti du Président est pour la première fois dirigé par quelqu'un qui est contre le Président. Cela laisse augurer des turbulences* ". Tu l'as dit, bouffi !

L'homme qui valait 5 millions d'euros

Sans surprise, Sarkozy a donc été élu chef de l'UMP par 85 % de ses adhérents. Discours égocentrique, flattant la radicalisation à droite d'une partie des militants de l'UMP, le tout fondu et enchaîné dans un show qui coûtera entre 5 et 6 millions d'euros. Le gouvernement ne va pas assez vite, pas assez loin, chante-t-il sur tous les tons, tantôt mielleux, tantôt fielleux. Il ne réforme pas assez en profondeur, martèle-t-il, en roulant des mécaniques, tantôt flatteur, tantôt persifleur. Cela ne va pas sans de nombreux grincements de crocs. Sarkozy s'étale tant et tant que tous les orateurs ne pourront pas accéder à la tribune. Alliot-Marie et Madelin apprennent *in extremis* qu'ils ne pourront pas parler, mais qu'ils se consolent, car les interventions de Fillon, Méhaignerie et Gaudin se perdent dans un indescriptible brouhaha, ils parlent dans le vide car, ce jour-là, l'UMP gravite autour de Sarkozy.

Sacrée union !

Face à lui, Chirac joue au gardien des colonnes du temple et, ne pouvant incarner l'unité de son clan, il tente d'incarner à nouveau l'unité de la nation ... comme en 2002 ! Dans cette voie, il redéfinit son propre état-major. Ce que Sarkozy a gagné d'un côté en devenant maître de l'UMP, il le perd de l'autre, contraint de laisser la place forte qu'il occupait à la tête du puissant ministère de l'économie. Ce qui permet alors à Chirac de resserrer son dispositif gouvernemental au gré d'un remaniement qui a pour but de renforcer le poids de ses affidés directs et de rendre l'exécutif plus homogène. Mais, pour l'essentiel, Chirac va puiser sa force ailleurs, prenant plus directement appui sur les partis traditionnels du mouvement ouvrier, PS et PCF, et sur les directions syndicales, qui pactisent largement avec les " réformes nécessaires ", allant même au-delà du simple " accompagnement " de ces plans anti-ouvriers, comme l'ont montré, par exemple, les accords sur la formation professionnelle il y a un an et, tout dernièrement, les accords limitant le droit de grève à la SNCF.

Semoule idéologique

Tordons le cou une bonne fois pour toute aux élucubrations de politologues toujours prompts à pédaler dans la semoule idéologique : l'initiative du référendum sur la Constitution européenne prise par Chirac le 14 juillet n'avait pas pour but machiavélique d'affaiblir le PS en attisant ses divisions internes. Le PS est, lui aussi, l'une des " colonnes du temple " évoquées par Chirac, métaphore jetée à la figure de Sarkozy, pris en flagrant délit de revisiter trop pieusement la séparation de l'église et de l'État. Ce temple, on l'aura compris, c'est l'ordre établi, scellé par les institutions de la Vème République, l'ordre sacro-saint des capitalistes et des banquiers, que leur intérêt commun incite à s'enraciner dans la " construction européenne " fondée sur la concurrence sans frein, la dictature des taux de profit, la rentabilisation-privatisation de tous les services publics et l'éclatement de tous ceux qui ont le monopole des activités économiques soustraites depuis 1945 au critère de rentabilité immédiate et à la spéculation (production et distribution de l'énergie, transports ferroviaires, aériens et maritimes, télécommunications, postes, etc.). Depuis fort longtemps, le PS est acquis à cette intégration européenne capitaliste qui n'a vraiment absolument rien à voir avec l'unité des travailleurs et des peuples de toute l'Europe contre les guerres, contre l'oppression des peuples et l'exploitation des travailleurs. Cette intégration des États dans la fiction d'une Union Européenne est, à l'inverse, un carcan contre les peuples et les classes ouvrières, une machine institutionnelle pour la libre circulation des capitaux et, partant, la libre réduction des coûts du travail salarié, son alignement sur le niveau le plus bas. Mais cet assujettissement complet du PS au cadre de l'Union Européenne ne va pas sans contradictions pour ce parti, dont la base électorale potentielle est ouvrière et populaire et qui doit entretenir la fiction d'une Europe sociale, c'est-à-dire d'une possible atténuation des souffrances des masses dans le cadre de la société capitaliste. La polémique soudaine qui s'est emparée de ce parti à propos du référendum sur la Constitution européenne est la manifestation de ces contradictions à une époque où, précisément, la défense de l'ordre établi exige une dégradation sans précédent des conditions d'existence du plus grand nombre, entravant tout soulagement du poids de la pauvreté, de la régression qui pèse sur la population laborieuse. Telle est la rançon de la compétitivité, de la course au rendement maximum des capitaux investis dont la bureaucratie " socialiste " attend un pourboire pour entretenir son train de vie de bien-logée, bien-nourrie.

Un épouvantail en guise de figure de proue

Aussi, le résultat du référendum interne au PS, à savoir 41 % pour le *non*, n'a rien de la sévère déculottée décrite par les médias,

soudain grisées par les 59 % en faveur du *oui*. Sans oublier les 20 % d'abstentions. Pourtant, la victoire du *oui* n'était pas écrite à l'avance. Comme le note une journaliste du Parisien (3/12/04) : " *Pour la droite, le oui [du PS, NDLR] est d'abord un soulagement* ". Et ce même quotidien rapporte que Chirac l'a salué comme une " *bonne nouvelle pour l'Europe* " devant Gerhard Schröder. Les uns et les autres en sont quittes pour une belle frayeur. Par ailleurs, " le camp du *non* " ne pouvait pas être plus mal représenté au sein du PS, dès lors que Fabius s'y est rallié et a voulu en être la figure de proue. Figure problématique s'il en est ! Fabius ressemblait bien davantage à un épouvantail qu'à un leader contestataire. Ses ambitions présidentielles ont contaminé le débat au sein du PS. à telle enseigne que nombre d'hésitants se sont ralliés au *oui* parce qu'ils rejetaient Fabius, d'abord et avant tout. Le tout, dans les proportions où la base du PS, encadrée par toutes sortes de caciques et de notables " de proximité ", n'est ni préparée, même de loin, à dire *non* à qui que ce soit de puissant ou d'officiel, ni sérieusement liée aux masses laborieuses et à tous ceux qui souffrent. Aussi, cette " base " très réduite n'enregistre-t-elle qu'avec retard et de façon très frileuse, très déformée, sans les comprendre, les mouvements réels qui s'emparent de la population, ces mouvements au sein des masses qui tendent vers l'abolition de l'ordre existant. Ainsi, les tout derniers sondages enregistraient la progression du *non*, momentanément stoppée au lendemain du référendum interne au PS. Tant et si bien que, dans l'entourage de Chirac, on se demande s'il ne faut pas faire ce référendum plus tôt que prévu, pour enrayer à temps la progression du *non* qui inquiète toujours Bayrou, même au lendemain du vote au sein du PS. En attendant, la direction confédérale de la CGT se garde bien de donner la moindre consigne de vote, elle qui avait pourtant appelé à voter *non* à Maastricht en 1992. Quant à François Hollande, dont la position personnelle semble renforcée, il appelle solennellement Chirac " *à organiser le référendum en le déconnectant de tout enjeu de politique intérieure et en le protégeant de toute tentation d'instrumentalisation qui lui serait fatale* " pendant que son épouse, Ségolène Royal, simple partage des tâches, pécore : " *Aujourd'hui, c'est Chirac qui s'apprête à voter comme les socialistes* ". N'est-ce pas une façon d'avouer, assez bêtement d'ailleurs, que les socialistes avaient voté comme Chirac ... En 2002 ? Mais, pour revenir sur les propos plus sérieux de son époux Hollande, celui-ci nous rejoue le même couplet qu'en mai 2002, quand il suppliait Chirac de ne pas récupérer pour son propre compte les 82 % que PS et PC, flanqués des verts et de la LCR, lui avait apportés comme sur un plateau. Hier, au nom de la lutte anti Le Pen. Aujourd'hui, au nom de l'Europe éternelle (comme si le chauvinisme " européen " valait mieux que le chauvinisme franchouillard !).

C'est reparti comme en 2002 !

Aujourd'hui comme hier, Hollande soutient Chirac. Et, aujourd'hui comme hier, Chirac s'appuie sur le PS comme sur une de ses béquilles. Pendant ce temps-là, Juppé, que l'on nous présente comme littéralement réanimé après l'atténuation de son jugement en appel, doit néanmoins rendre son tablier de maire de Bordeaux et se trouve condamné, définitivement cette fois. " *Je n'arrive pas à partager l'allégresse de mes amis. Je suis condamné* ", s'étrangle t-il. Il bredouille vaguement qu'il n'exclut pas de " *remonter en selle* ". Mais qui donc viendra lui dire : " *lève toi et marche* ", après tout ça ? L'allégresse des " amis " de Juppé, les parades de Sarkozy et le lyrisme trivial des supporters de Hollande ou Jospin tranchent catégoriquement avec l'angoisse sociale de la masse des gens et la révolte qui les anime devant tout ce qui se passe et, entre autres, vis-à-vis de tout ce que charrient les moeurs politiques de ce Régime de la Vème République, en termes de mensonge, de mépris, de corruption et de bêtise.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »